

Chambre des Représentants,

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SESSION DE 1892-1893.

REVISION DE L'ARTICLE 47 DE LA CONSTITUTION (1).

LVI.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION, PAR M. DE SMET DE NAEYER SUR LES PROPOSITIONS
SUBSIDIAIRES PRÉSENTÉES PAR M. DE KERCHOYE ET PAR M. DE SMET DE NAEYER.

- (1) Déclarations du Pouvoir Législatif, n° 3, I (*Moniteur* des 23 et 24 mai 1892, n° 144 et 145).
Règlement de procédure, n° 19, II.
Liste des membres de la Commission, n° 20, III.
Propositions de plusieurs Représentants, n° 12, IV.
Proposition de revision de l'article 47, n° 21, VIII.
Proposition de revision de l'article 47, n° 23, X.
Proposition de revision de l'article 47, n° 23, XII.
Proposition de revision de l'article 47, n° 29, XVI.
Programme et résultats de l'examen des miliciens. Statistique de l'état de leur instruction;
Statistique des sous-officiers, caporaux et soldats sortis de l'armée avec le certificat de bonne
conduite, n° 30, XVII.
Proposition de revision de l'article 47, n° 31, XVIII.
Note concernant les habitations ouvrières, n° 32, XIX.
Proposition de revision des articles 47 et 48, n° 33, XX.
Statistique de la population mâle, par âge de 21 à 40 ans, n° 34, XXI.
Récapitulation générale des citoyens majeurs au point de vue de la résidence, n° 35, XXII.
Projet de loi réglant les conditions de capacité électorale pour la deuxième Chambre des
États généraux et pour les États provinciaux en Hollande, n° 36, XXIII.
Statistique des maisons donnant droit à l'électorat, n° 37, XXIV.
Tableau des électeurs rayés des listes électorales par suite de l'exemption accordée aux habi-
tations ouvrières, n° 38, XXV.
Proposition de revision de l'article 47, n° 39, XXVI.
Proposition de revision de l'article 47, n° 40, XXVII.
Amendements à la proposition de revision des articles 47 et 48, n° 41, XXVIII.
Propositions relatives à la revision de la Constitution, n° 46, XXXIII.
Statistique des assistés, n° 47, XXXIV.
Note relative aux propositions de revision contenues dans le n° 46, XXXIII; n° 48, XXXV.
Observations sur les considérations présentées par M. le Rapporteur de la section centrale en
réponse à la note de la minorité du 7 septembre 1891, n° 49, XXXVI.
Proposition relative à la revision de l'article 47 de la Constitution, n° 50, XXXVII.
Note sur le règlement des conditions à inscrire dans la loi électorale, n° 51, XXXVIII.
Proposition de revision de l'article 47 de la Constitution, n° 52, XXXIX.
Amendement à la proposition de revision de l'article 47 de la Constitution, n° 53, XL.
Récapitulation générale par province, et au point de vue de la résidence, des citoyens belges
majeurs, n° 54, XLI.
Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de revi-
sion et les questions y relatives, jusqu'au 14 janvier 1893, n° 55, XLII.
Amendements aux articles 47 et 47^{bis} des propositions relatives à la revision de l'article 47
de la Constitution présentées par M. BEERNAERT, n° 56, XLIII.
Tableau des votes émis par la Commission de la Chambre sur les diverses propositions de
revision et les questions y relatives, à la date du 30 janvier 1893, n° 57, XLIV.
Rapport de la commission sur les propositions relatives à l'article 47, n° 113, XLV.
Proposition de revision de l'article 47, n° 126, XLVIII.
Proposition de revision de l'article 47, n° 131, XLIX.
Proposition de revision de l'article 47, n° 134, L.
Proposition de revision de l'article 47, n° 140, LI.
Proposition subsidiaire de revision de l'article 47, n° 146, LII.
Proposition de revision de l'article 47, n° 147, LIII.
Lettre de M. le Ministre des Finances au Président de la commission de revision, n° 148 LIV.
Proposition subsidiaire de revision de l'article 47, n° 149, LV.

(Session extraordinaire de 1892.)

MESSIEURS,

Dans la séance du 5 avril, vous avez renvoyé à votre commission de revision de la Constitution, une proposition subsidiaire présentée par M. de Kerchove de Denterghem et quatre de ses collègues (v. Annexe A).

Votre commission s'est réunie le 6 et le 7 de ce mois; elle a eu à examiner, indépendamment de la proposition que vous lui aviez renvoyée, un contre-projet ayant également le caractère de proposition subsidiaire et qui lui a été soumis par MM. de Smet de Naeyer, Schollaert, Melot, Ancion, Schaetzen et Fris (v. Annexe B).

PROPOSITION DE MM. DE KERCHOVE, D'ANDRIMONT, VAN MARCKE,
SAINCTELETTE ET DE STUERS ⁽¹⁾.

L'honorable M. Sainctelette, l'un des signataires de la proposition, a bien voulu en développer les motifs dans la note que nous reproduisons ci-dessous.

NOTE DE M. SAINCTELETTE.

Pour le cas où, selon toutes les probabilités de l'heure présente, aucune des propositions de revision de l'article 47 ne réunirait la majorité des deux tiers, l'honorable M. de Kerchove de Denterghem a déposé une proposition subsidiaire et transitoire.

Pour en apprécier la valeur et la portée, il faut se figurer ce qui, autrement, se produirait après le rejet des propositions principales.

La Chambre, élue le 14 juin 1892, à fin de procéder à la revision, ne revise pas, soit qu'elle ne puisse, soit qu'elle ne veuille pas le faire. En l'absence de revision, le texte actuel de l'article 47 reste en vigueur. Les députés sont élus par les citoyens payant le cens déterminé par la loi électorale, lequel ne peut être au-dessous de fr. 42 52. Toute la procédure de revision est à recommencer, y compris la déclaration, celle du 23 mai 1892 ayant épuisé son effet.

Tout le travail fait à ce jour est stérilisé. Le régime électoral n'est en rien modifié.

Mais, de plus, on court le risque de ne pouvoir pas obtenir des Chambres nouvelles une déclaration de revision conforme à celle du 23 mai.

L'honorable auteur de la proposition a vu ces suites fâcheuses du défaut d'accord sur quelque système nouveau. Il a voulu que la Chambre donnât acte au pays, du moins, de l'accord partiel avenu explicitement ou implicitement entre les diverses fractions dont elle se compose. Sans préjuger de

[⁽¹⁾ Proposition subsidiaire relative à la revision de l'article 47 de la Constitution, n° 146, LII (v. Annexe A).

l'avenir en quoi que ce soit, il vous propose de décider que, quoi qu'il arrive, le travail fait à ce jour, aura des résultats importants.

La motion qu'il vous a faite ne doit venir au vote qu'après l'échec de toutes les propositions principales ou subsidiaires plus étendues. Vous ne serez appelés à l'apprécier qu'en fin de compte et qu'à l'extrémité du débat. A ce moment, quand tout espoir de faire passer un régime nouveau sera éliminé, il vous indique le moyen de quadrupler le corps des électeurs généraux et de le mettre en état de voter immédiatement. N'est-ce rien que cela ? Qu'y a-t-il là d'excessif et d'irrationnel ?

Au premier abord, l'émoi a été grand. A la réflexion, on a compris que la situation respective des partis n'en serait pas sensiblement troublée, et l'on ne fait plus que cette pauvre objection : « le provisoire deviendra définitif ». Assurément non, si les partis ne s'en contentent point. Et pourquoi pas, si les partis en sont satisfaits ?

Aux opposants de droite comme de gauche, l'honorable M. de Kerchove et ses amis ne font qu'une réponse : Faites mieux, amendez, remaniez, transformez notre proposition ; nous ne mettons à la résoudre aucun amour-propre d'auteur, nous n'insistons que sur la nécessité de clore ce long débat par une conclusion pratique.

**PROPOSITION SUBSIDIAIRE PRÉSENTÉE PAR MM. DE SMET DE NAEYER,
SCHOLLAERT, MÉLOT, ANCION, SCHAEZÉN ET FRIS ⁽¹⁾.**

Cette proposition s'inspire de considérations du même ordre que celles qui ont guidé les signataires de la proposition de Kerchove. Votre rapporteur et ses cosignataires ne renoncent aucunement à leurs préférences qui restent acquises au système de l'habitation ; mais ils se préoccupent de la situation que créerait le rejet des diverses propositions en présence et, à défaut de pouvoir faire accepter un régime entièrement nouveau, ils aspirent tout au moins à atténuer les inconvénients du régime censitaire actuel.

Ces inconvénients résultent surtout de la complexité des éléments du cens et des fraudes nombreuses auxquelles donne lieu principalement l'une d'entre elles, la patente.

L'honorable M. Graux, dans son dernier discours, a fait remarquer fort justement que l'un des vices du cens électoral est d'être composé d'éléments multiples : la patente, la contribution personnelle, l'impôt foncier. Il nous paraît inutile d'insister ici sur les fraudes auxquelles se prête la combinaison de ces divers éléments, surtout quand il s'agit d'un cens aussi réduit que le cens à 10 francs.

D'autre part, voici comment nous nous exprimons au sujet de la patente

(1) Proposition subsidiaire de revision de l'article 47, n° 149, LV (v. Annexe B).

dans le rapport fait, au nom de la Commission, sur la revision de l'article 47 :

« *L'habitation* et la *propriété* n'empruntent à l'impôt direct que deux de ses bases. La patente, qui forme la troisième base, disparaît.

Cela se conçoit aisément, puisque le taux de l'habitation peut être fixé assez bas pour conférer l'électorat à tout chef de ménage vraiment intéressant, et que, à de rares exceptions près, les métiers et professions soumis à la patente sont exercés par des personnes établies.

Le maintien de la patente serait d'ailleurs impossible, même sous le régime du cens réduit. Lorsque le cens est relativement élevé, le cumul des diverses bases se justifie. Quarante-deux francs de contributions, fussent-elles réparties entre trois bases, représentent dans le chef du contribuable une certaine situation. Mais quelle est la portée d'une patente de quelques francs? Elle est nulle. Souvent même elle n'est qu'un indice de fraude.

Le tableau *E* annexé au présent rapport montre que la patente, sous le régime du cens à 10 francs, consacrerait dans les vingt-neuf villes et communes de premier, de deuxième et de troisième rang, le suffrage universel des débitants de boissons.

Quel appât pour la multiplication des cabarets, dont on est unanime à vouloir réduire le nombre! Il ne doit pas être perdu de vue, en effet, que, même dans les villes, beaucoup de ces débits s'ouvrent dans des maisons non imposées à la contribution personnelle ou partiellement exemptées de cette contribution.

Dans les communes des trois derniers rangs, la situation serait tout aussi mauvaise; moyennant une patente de débitant de bière de 4, 5 ou 6 francs, il serait loisible à chacun de compléter, à concurrence de 10 francs, une cotisation personnelle insuffisante à procurer l'électorat.

L'honorable M. Finet a fort bien compris l'impossibilité qu'il y aurait à attacher la capacité électorale au paiement d'une patente de quelques francs. Aussi, dans sa proposition relative à la revision de l'article 47, déposée le 1^{er} février dernier sur le bureau de la Commission de revision du Sénat, propose-t-il de n'admettre à l'électorat que les citoyens payant à l'État 10 francs au moins de contributions directes, *patente non comprise.* »

Les considérations qui précèdent suffisent à indiquer le but que les auteurs de la proposition subsidiaire ont eu en vue : ce qu'ils visent, aux fins d'assainir le système censitaire, c'est la disjonction des éléments dont se compose le cens, l'élimination de la patente et l'attribution du droit électoral au propriétaire rendue indépendante de la quotité de l'impôt.

On a invoqué contre ce système :

- 1^o La difficulté qu'il y aurait à dresser les premières listes électorales;
- 2^o L'impossibilité de chiffrer exactement le nombre des électeurs.

Ni l'un ni l'autre de ces reproches ne sont fondés.

Sur les listes figureront, pourvu qu'ils aient 25 accomplis :

- 1° Les capacitaires ayant subi l'examen ;
- 2° Les capacitaires de droit, sauf les quelques catégories qui viendraient à disparaître par suite du nouveau texte constitutionnel ;
- 3° Les citoyens qui payent fr. 4 90 d'impôt foncier (70×0.07) ;
- 4° Les citoyens imposés à la contribution personnelle ;
- 5° Ceux qui, bien qu'habitant des maisons imposables à la contribution personnelle, sont exemptés du paiement de l'impôt par la loi du 9 août 1889.

Tous ces éléments sont connus ; aussi les listes seront-elles dressées avec la même facilité que s'il s'agissait d'y inscrire simplement les électeurs communaux actuels.

Quant au nombre des électeurs, il est facile de s'en rendre compte par comparaison soit avec le système de l'habitation, soit avec le système de Kerchove.

L'annexe I du rapport de la commission de revision (session de 1892-1893, document n° 115, XLV), montre que les *maisons* donnant droit à l'électorat, d'après les chiffres de la commission, sont au nombre de 714,759, auxquelles il convient d'ajouter au moins 20,000 *parties de maison* occupées à titre principal (l'annexe J du rapport montre que 10,369 de ces *parties de maison* sont imposées à la contribution personnelle dans les chefs-lieux d'arrondissement) ; soit, au total, 734,759 maisons ou parties de maison. Or, il résulte de l'annexe G du présent rapport, que les maisons ou parties de maison imposées à la contribution personnelle, ou qui seraient imposées à cette contribution si leurs occupants n'étaient pas exemptés de l'impôt par la loi du 9 août 1889, sont au nombre de 645,847, inférieur, par conséquent, de 88,892 à celui des maisons ou parties de maison conférant l'électorat dans le système de l'habitation. Ces 88,892 maisons correspondent à un chiffre de 71,114 électeurs (v. annexe C) que la proposition subsidiaire que nous examinons donnerait en moins.

Que si, d'autre part, on voulait établir la comparaison avec la formule de Kerchove, la lettre du 8 avril 1893 de M. le Ministre des Finances (v. annexe E) fournirait une base d'appréciation très approximativement exacte.

En effet, il y est indiqué que le nombre des contribuables ayant payé en impôts directs, au profit de l'État, en 1891, une somme de 10 francs et plus s'élève à 641,555. D'autre part, les contribuables imposés à raison de 5 francs et plus sont au nombre de 788,132 ($146,577 + 641,555$).

De ce dernier chiffre, il convient de déduire — puisque la proposition supprime la patente — le nombre des contribuables qui, ne payant ni contribution personnelle ni contribution foncière, ont été imposés au droit de patente, à raison de 5 francs et plus, au profit de l'État.

L'annexe D nous montre que les patentés mâles imposés pour plus de 10 francs sont au nombre de 15,890, et les patentés imposés pour moins de 10 francs, au nombre de 70,594. En admettant que la moitié de ce dernier chiffre se rapporte aux impositions de 5 à 10 francs, nous aurions un nombre de patentés de 51,187 ($15,890 + 35,297$) à déduire du chiffre de 788,132. Il reste donc à tenir compte de 736,945 contribuables.

Or, l'annexe G du rapport de la commission (Doc. n° 113) montre que les électeurs communaux censitaires, d'après les listes arrêtées en 1890, étaient au nombre de 408,692. Une simple règle de trois démontre que si 644,553 contribuables donnent 408,692 électeurs, 736,945 contribuables en donneront 469,241, soit 60,549 électeurs de plus que dans le système de MM. de Kerchove et consorts.

Il est vrai que les chiffres sur lesquels nous nous appuyons ne tiennent pas compte des contribuables exemptés à raison de la loi du 9 août 1889. L'annexe G montre que ces contribuables ouvriers sont au nombre de 68,593 (643,847-577,434) donnant, déduction faite d'un cinquième, 54,715 électeurs au lieu des 17,169 électeurs ouvriers que donnerait la formule de M. de Kerchove.

Ces 54,715 électeurs (54,715-17,169) doivent être ajoutés aux 60,549 électeurs précités; le total, soit 98,093, correspond exactement au chiffre d'électeurs que créerait en plus la formule que nous examinons, comparative-ment à celle de MM. de Kerchove et consorts.

L'annexe G du présent rapport, mise en regard de l'annexe G du rapport de la commission (Doc. n° 113), montre enfin que, bien loin d'être en opposition avec l'intérêt des villes, l'abaissement à 5 francs du chiffre de la contribution personnelle leur donne au contraire un nombre d'électeurs proportionnellement plus élevé que le cens à 10 francs.

Nous résumons comme suit les principaux avantages de la formule :

1° Disjonction des divers éléments (foncier, contribution personnelle, patente) dont se compose le cens. La complexité de ces éléments favorise singulièrement la création d'électeurs frauduleux ;

2° Élimination de la patente, que l'honorable M. Finet condamne également et qui ne crée d'ailleurs qu'un nombre insignifiant d'électeurs. Chacun sait que la patente est actuellement la source de la majeure partie des contestations électorales ;

3° Droit électoral du propriétaire rendu indépendant de la quotité de l'impôt foncier ;

4° Fixation de la contribution personnelle à un taux inférieur aux cotisations les plus basses (il n'y a guère de cotisations personnelles inférieures à fr. 6.50), ce qui supprime toutes les contestations en matière de portes et fenêtres et de mobilier, réduit au minimum celles ayant trait à la valeur locative et permet d'améliorer l'assiette de l'impôt sans jeter forcément la perturbation dans la composition du corps électoral.

Aucun des membres de la commission n'ayant abdiqué ses préférences pour l'un ou pour l'autre des systèmes présentés en ordre principal, on s'est trouvé d'accord pour ne point procéder à un vote.

Notre rôle se borne donc à appeler l'attention de la Chambre sur les considérations qui précèdent.

Le Rapporteur,
P. DE SMET DE NAEYER.

Le Président,
T. DE LANTSHEERE.

ANNEXES.



ANNEXE A.

PROPOSITION SUBSIDIAIRE
PRÉSENTÉE PAR M. DE KERCHOVE DE DENTERGHEM.

ART. 47.

La Chambre des représentants se compose des députés élus directement par les citoyens âgés de vingt-cinq ans, auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

Les dispositions de la loi qui déterminent les conditions de l'électorat ne peuvent être établies ou modifiées qu'à la majorité des deux tiers des suffrages dans chacune des deux Chambres, les deux tiers des membres de ces assemblées étant présents.

Jusqu'à ce qu'il y soit autrement pourvu par la loi, seront électeurs généraux tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans qui réunissent les conditions de domicile et de cens ou de capacité requises actuellement pour être électeur communal, ou qui auraient droit d'être portés sur la liste des électeurs communaux s'ils n'étaient pas exemptés de la contribution personnelle par la loi du 9 août 1889.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les citoyens actuellement inscrits sur les listes électorales communales sont dispensés de la condition d'âge susmentionnée.

C^{te} DE KERCHOVE,
LÉON D'ANDRIMONT,
C. VAN MARCKE,
SAINTELETTE,
DE STUERS.

ANNEXE B.

PROPOSITION SUBSIDIAIRE PRÉSENTÉE PAR M. DE SMET DE NAEYER.

ART. 47.

Les députés à la Chambre des représentants sont élus directement par les citoyens âgés de 25 ans accomplis, domiciliés depuis un an au moins dans la même commune et auxquels la loi électorale attribue le droit de vote.

Sont seuls admis à faire partie du corps électoral :

1° Les propriétaires d'immeubles d'un revenu cadastral d'au moins soixante-dix francs, — la propriété ou la part de propriété de la femme et des enfants mineurs étant comptée au chef de famille ;

2° Ceux qui payent à l'État au moins cinq francs d'impôt, du chef de la contribution personnelle, en principal et additionnels, ou qui seraient obligés au paiement de cet impôt s'ils n'étaient exemptés de la contribution personnelle à raison de leur profession ;

3° Ceux qui, après leur majorité, subissent avec succès un examen sur les matières essentielles de l'instruction primaire, portant au moins sur la lecture, l'écriture et les notions élémentaires de l'arithmétique, du système des poids et mesures, de la géographie de la Belgique et des institutions du pays.

Sont dispensés de cet examen :

a) Les porteurs, soit d'un diplôme d'enseignement supérieur ou moyen, soit d'un certificat homologué de fréquentation d'un cours complet d'enseignement moyen ;

b) Ceux qui, à raison de leurs fonctions ou de leur situation, doivent être présumés posséder des connaissances supérieures à celles de l'instruction primaire, — suivant des règles à arrêter par la loi ;

c) Ceux qui, antérieurement à la publication de la loi réglant l'examen, auront subi avec succès l'épreuve conférant, en vertu des lois existantes, le droit électoral pour la province et la commune.

Il ne peut être fait aucune distinction entre les établissements d'instruction publics ou privés.

P. DE SMET DE NAEYER,

P. SCHOLLAERT,

ERNEST MELOT,

A. ANCIEN,

Ch^{or} OSC. SCHAEZEN,

VICTOR FRIS.

ANNEXE C.

—

Bruxelles, le 7 avril 1893.

*A Monsieur le Président de la Commission de la Chambre des Représentants
pour la revision de la Constitution.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'apprends qu'à la séance d'hier de la Commission des XXI on a demandé à connaître le nombre des maisons du Royaume imposées à la contribution personnelle, et celui des patentés mâles imposés pour plus de 10 francs, qui ne payent pas de contributions personnelles.

Voici les renseignements demandés :

I. Le nombre d'articles ou cotisations à la contribution personnelle est, pour l'exercice 1891, de 580,632.

Ce chiffre comprend un certain nombre de cotisations établies seulement pour des ateliers, magasins, etc., ainsi que pour des domestiques et des chevaux, mais elles sont relativement fort peu nombreuses. Par contre, pour induire du chiffre indiqué celui des électeurs, il convient d'admettre une réduction approximative d'au moins 20 p. $\frac{0}{100}$, du chef des mineurs, des femmes, de ceux qui sont imposés depuis moins de trois ans, etc.

II. Il y a 15,890 patentés de la catégorie indiquée, et parmi eux figurent 3,732 débitants de boissons.

Agréez, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

A. BEERNAERT.

—

ANNEXE D.

PROVINCES.	Nombre des contribuables mâles qui, ne payant pas de contribution personnelle, ont été imposés en 1892, pour l'année entière, au droit de patente en principal et additionnels au profit de l'État.						Total
	pour moins de 10 francs.			pour plus de 10 francs.			des colonnes 4 et 7.
	Débitants de boissons (bières ou boissons alcooliques) y compris les aubergistes, hôteliers, restaurateurs, etc., du chef de ces professions et de toutes autres.	Tous autres patentables à l'exception de ceux qui sont étrangers.	Total	Débitants de boissons (bières ou boissons alcooliques) y compris les aubergistes, hôteliers, restaurateurs, etc., du chef de ces professions et de toutes autres.	Tous autres patentables à l'exception de ceux qui sont étrangers.	Total	
			des colonnes 2 et 3.			des colonnes 5 et 6.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Anvers.	1,509	5,927	5,236	501	1,824	2,125	7,561
Brabant	5,627	5,405	11,030	571	2,341	2,912	15,942
Flandre occident. .	1,689	4,605	6,294	281	815	1,096	7,590
— orientale	4,357	6,615	10,970	1,009	1,476	2,485	13,455
Hainaut	6,485	7,860	14,545	637	2,519	3,156	17,501
Liège	5,157	6,457	9,594	508	1,917	2,425	12,019
Limbourg	1,488	1,726	3,214	62	282	344	3,558
Luxembourg.	1,570	2,051	3,621	111	299	410	4,031
Namur	2,851	5,459	6,290	252	685	937	7,227
LE PAYS.	28,515	42,081	70,594	3,752	12,158	15,890	86,484

ANNEXE E.
—

Bruxelles, le 8 avril 1893.

*A Monsieur de Smet de Naeyer, Rapporteur de la Commission de revision,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

En réponse à votre lettre de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le nombre des contribuables qui ont payé, dans la commune qu'ils habitent, en impôts directs (foncier, personnel et patente), au profit de l'État (principal et additionnels), d'après les rôles de l'exercice 1891 :

1° 5 francs à 9 fr. 99 c.
et 2° 10 francs et plus,
est respectivement de 146,577 et de 641,555.

Agréez, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre des Finances,
A. BEERNAERT.

ANNEXE F.

—

Bruxelles, le 8 avril 1893.

*Monsieur de Smet de Naeyer, Rapporteur de la Commission de revision,
à Bruxelles.*

MONSIEUR LE RAPPORTEUR,

En réponse à votre lettre de ce jour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, d'après le recensement général au 31 décembre 1890, la population du royaume se répartit comme suit entre les diverses catégories de communes indiquées par vous :

Communes de moins de 1,000 habitants	701,865 habitants.
» 1,000 à 5,000 »	2,472,764 »
» 5,000 à 10,000 »	798,258 »
» 10,000 à 20,000 »	573,687 »
» 20,000 à 50,000 »	293,413 »
» 50,000 à 60,000 »	533,095 »
» plus de 60,000 »	696,539 »
ENSEMBLE	6,069,321 habitants.

Agréez, Monsieur le Rapporteur, l'assurance de ma considération très distinguée.

*Pour le Ministre de
l'Intérieur et de l'Instruction publique,
Le Directeur général,
H. LEEMANS.*

—

ANNEXE G.

Tableau indiquant, pour les diverses catégories de communes classées d'après leur population, le nombre, calculé par 1,000 habitants, de maisons ou parties de maison imposées à la contribution personnelle.

1^o Exercice 1889 (antérieur à l'application de la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières).

CATÉGORIES de COMMUNES ⁽¹⁾	POPULATION d'après le recensement général au 31 décembre 1890 ⁽¹⁾	Nombre de maisons ou parties de maison imposées à la contribution personnelle ⁽²⁾	Nombre de maisons ou parties de maison imposées, par 1,000 habitants
Au-dessous de 1,000 habitants.	701,863	62,726	89 ^a
De 1,000 à 5,000 —	2,472,764	248,556	100 ^a
De 5,000 à 10,000 —	798,258	94,245	118
De 10,000 à 20,000 —	573,687	70,251	122 ^a
De 20,000 à 30,000 —	293,115	34,052	116 ^a
De 30,000 à 60,000 —	533,095	62,557	117 ^a
De plus de 60,000 —	696,539	73,480	105 ^a
LE ROYAUME. . . .	6,069,321	645,847	—

2^o Exercice 1890 (postérieur à l'application de la loi du 9 août 1889 sur les habitations ouvrières).

Au-dessous de 1,000 habitants.	701,863	60,022	85 ^a
De 1,000 à 5,000 —	2,472,764	227,512	92
De 5,000 à 10,000 —	798,258	77,609	97 ^a
De 10,000 à 20,000 —	573,687	57,005	99 ^a
De 20,000 à 30,000 —	293,115	28,702	97 ^a
De 30,000 à 60,000 —	533,095	55,660	104 ^a
De plus de 60,000 —	696,539	70,944	101 ^a
LE ROYAUME. . . .	6,069,321	577,454	—

⁽¹⁾ Voir annexe F du présent rapport.

⁽²⁾ Voir annexe F du rapport fait au nom de la section centrale (session 1890-1891, doc. n° 261).

Chambre des Représentants.

Revision de l'article 47 de la Constitution.

Annexe au rapport fait, au nom de la Commission,
par M. de Smet de Naeyer sur les propositions subsidiaires présentées
par M. de Kerchove et par M. de Smet de Naeyer.

ARRONDISSE- MENTS.	Nombre d'articles à la contribution personnelle (1)			Proportion pour cent des articles		Chefs-lieux et communes principales.	
	des chefs-lieux et communes principales.	des autres communes	Total.	des chefs-lieux et communes principales	des autres, communes.	Désignation.	Nombre d'articles.
Bruxelles. (Exercice 1890.)	47,277	26,500	73,577	64 60	36 40 (2)	Bruxelles.	18,276
						Anderlecht.	2,719
						Etterbeek	785
						Ixelles.	5,657
						Lacken	2,220
						Molenbeek-St-Jean. .	4,209
						St-Gilles.	4,184
						St-Josse-ten-Noode .	3,115
						Schaerbeek.	6,152
Gand (Exercice 1889.)	17,453	18,444	35,877	49 47	51 53	Gand	14,509
						Ledeberg.	1,284
						Mont-St-Amand. . .	999
						Gentbrugge.	641
Anvers. (Exercice 1889.)	32,244	17,664	49,908	65 62	35 38	Anvers.	25,872
						Borgerhout.	4,298
						Berchem.	2,074
Liège (Exercice 1889.)	19,955	22,168	42,103	47 ³ 46 ⁴	52 ⁷ 42 ⁴	Liège.	15,924
						Ans.	724
						Grivegnée	920
						Bressoux.	424
						St-Nicolas.	466
						Herstal	1,477

(1) Ce nombre représente très approximativement le nombre des maisons et parties de maison imposées à la contribution personnelle pour 5 francs et plus.

(2) Les chiffres en caractères gras représentent la proportion pour cent des électeurs communaux censitaires (Rapport de la Commission de revision, Doc. n° 113, annexe G.)

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTIJD VAN 1892-1895.

LVI.

HERZIENING VAN ARTIKEL 47 DER GRONDWET (¹).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE DOOR DEN HEER DE SMET DE NAEYER GEDAAN OVER DE BIJKOMENDE
VOORSTELLEN AANGEBODEN DOOR DEN HEER DE KERCHOVE EN DEN HEER DE SMET DE NAEYER.

- (¹) Verklaringen der Wetgevende macht, n° 3, 1 (*Staatsblad* van 25 en 26 Mei 1892, N° 144 en 145).
Regeling van proceduur, n° 19, II.
Lijst der leden van de Commissie, n° 20, III.
Voorstellen van verschillende Volksvertegenwoordigers, n° 12, IV.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 21, VIII.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 23, X.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 25, XII.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 29, XVI.
Programma en uitslagen van de examens der miliciens. Statistiek van den staat van hun onderwijs; statistiek der onderofficieren, korporaals en soldaten die het leger verlieten met het getuigschrift van goed gedrag, n° 30, XVII.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 31, XVIII.
Nota betreffende de werkmanswoningen, n° 32, XIX.
Voorstel tot herziening van artikelen 47 en 48, n° 33, XX.
Statistiek der mannelijke bevolking, naar ouderdom van 21 tot 40 jaar, n° 34, XXI.
Algemeene samenvatting der meerderjarige burgers met het oog op hun verblijf, n° 35, XXII.
Wetsontwerp houdende regeling van de kiesbevoegdheid voor de Tweede Kamer der Staten-Generaal en voor de Provinciale Staten in Nederland, n° 36, XXIII.
Statistiek der huizen die het kiesrecht geven, n° 37, XXIV.
Tabel waarin het getal kiezers aangegeven wordt die van de kiezerslijsten geschrapt werden tengevolge der vrijstelling aan de werkmanswoningen verleent, n° 38, XXV.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 39, XXVI.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 40, XXVII.
Amendementen aan het voorstel tot herziening van artikelen 47 en 48, n° 41, XXVIII.
Voorstellen betreffende de herziening der Grondwet, n° 46, XXXIII.
Statistiek der onderstandgenietende personen, n° 46, XXXIV.
Nota betreffende de voorstellen tot herziening, vervat in het stuk n° 46, XXXIII; n° 48, XXXV.
Aanmerkingen op de bedenkingen van den heer Verslaggever der middenafdeeling in antwoord op de nota der minderheid, in dato van den 7ⁿ September 1891, n° 49, XXXVI.
Voorstel betreffende de herziening van artikel 47 der Grondwet, n° 50, XXXVII.
Nota over de regeling der in de Grondwet te schrijven voorwaarden, n° 51, XXXVIII.
Voorstel tot herziening van artikel 47 der Grondwet, n° 52, XXXIX.
Amendement aan het voorstel tot herziening van artikel 47 der Grondwet, n° 53, XL.
Algemeene herhaling van de opgaaf per provincie en met het oog op de verblijfplaats der meerderjarige Belgische burgers, n° 54, XLI.
Tabel der stemmingsen door de Commissie der Kamer uitgebracht over de verschillende voorstellen tot herziening en over de vraagstukken die daarmede in verband staan, tot 14 Januari 1893, n° 55, XLII.
Amendementen aan artikelen 47 en 47^{bis} der voorstellen betreffende de herziening van artikel 47 der Commissie, voorgesteld door den heer BEERNAERT, n° 56, XLIII.
Tabel der stemmingsen door de Commissie der Kamer uitgebracht over de verschillende voorstellen tot herziening en over de vraagstukken die daarmede in verband staan, tot 30 Januari 1893, n° 57, XLIV.
Verslag der commissie over de voorstellen betreffende artikel 47, n° 113, XLV.
Voorstel tot herziening van artikel 47 der Grondwet, n° 126, XLVIII.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 131, XLIX.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 134, L.
Bijkomend voorstel tot herziening van artikel 47, n° 140, LI.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 146, LII.
Voorstel tot herziening van artikel 47, n° 147, LIII.
Brief van den heer Minister van Financiën aan den Voorzitter der Commissie tot herziening der Grondwet, n° 148, LIV.
Bijkomend voorstel tot herziening van artikel 47, n° 149, LV.

MIJNE HEEREN,

In zitting van 5 April hebt gij naar uwe Commissie tot herziening der Grondwet verzonden een bijkomend voorstel, aangeboden door den heer de Kerchove de Denterghem en vier zijner medeleden (z. Bijlage A.)

Uwe Commissie vergaderde den 6ⁿ en den 7ⁿ dezer maand; ze had, behalve het voorstel hetwelk gij haar hadt toegezonden, een tegenontwerp te onderzoeken dat insgelijks een bijkomend karakter bezit en dat haar werd onderworpen door de heeren de Smet de Naeyer, Schollaert, Melot, Ancion, Schaetzen en Fris (z. Bijlage B.)

VOORSTEL DER HEEREN DE KERCHOVE, D'ANDRIMONT, VAN MARCKE,
SAINCTELETTE EN DE STUERS ⁽¹⁾.

De achtbare heer Saintelette, een dergenen die het voorstel hebben ondertekend, heeft het wel gelieven toe te lichten in de nota welke wij hieronder mededeelen.

NOTA VAN DEN HEER SAINCTELETTE.

Voor 't geval, wat op dit oogenblik zeer waarschijnlijk is, dat geen enkel der voorstellen tot herziening van artikel 47 de meerderheid van de twee derden vereenigen mocht, heeft de achtbare heer de Kerchove de Denterghem een bijkomend en overgangsvoorstel aangeboden.

Om er de waarde en de beteekenis van te gevoelen, moet men zich inbeelden wat er, na de verwerping der voornaamste voorstellen, anders zou gebeuren.

De Kamer, die den 14ⁿ Juni 1892 werd gekozen om de Grondwet te herzien, herziert niet, hetzij omdat ze zulks niet kan, hetzij omdat ze zulks niet wil doen. Wordt de Grondwet niet herzien, dan blijft de tegenwoordige tekst van artikel 47 van kracht. De afgevaardigden worden verkozen door de burgers die den bij de kieswet bepaalden cijns betalen, en deze mag niet minder bedragen dan 42 fr. 32 cent. De gansche proceduur der herziening moet herbeginnen, de verklaring inbegrepen, want die van 23 Mei 1892 heeft geen uitwerksel meer.

Al het tot hiertoe verrichte werk dient tot niets meer. Het kiesregiem blijft zooals het was.

Maar bovendien loopt men gevaar van de nieuwe Kamers geene verklaring tot herziening te bekomen in den aard van die van den 23ⁿ Mei.

(¹) Bijkomend voorstel betreffende de herziening van artikel 47 der Grondwet, n^o 148, LIV z. Bijlage A.).

De achtbare aanbieder van het voorstel heeft die bedroevende gevolgen van 't gebrek aan verstandhouding over een nieuw stelsel ingezien. Hij heeft gewild dat de Kamer aan het land akte gaf van ten minste de gedeeltelijke verstandhouding die stilzwijgender wijs of uitdrukkelijk is ontstaan tusschen de verschillende groepen waaruit zij bestaat. Zonder over de toekomst eenigszins te willen beslissen, stelt hij u voor te besluiten dat, wat er ook gebeure, het tot hiertoe verrichte werk belangrijke uitslagen hebben zal.

Het voorstel dat hij u heeft gedaan moet maar in stemming worden gelegd indien alle meer uitgebreide hoofdvorstellen of bijkomende voorstellen verworpen zijn. Gij zult er maar t' allerlaatst uitspraak moeten over doen. Op dat oogenblik, wanneer alle hoop om een nieuw regiem te doen aannemen zal voorbij zijn, doet het u een middel aan de hand om 't korps algemeene kiezers te verviervoudigen en het in staat te stellen om onmiddellijk het kiesrecht uit te oefenen. Is dat niets? Wat ligt daar overdrevens en onredematigs in?

Aanvankelijk was de ontroering groot. Na overweging heeft men begrepen dat de wederzijdsche toestand der partijen er niet merkelyk door zou geschokt worden, en men maakt nog slechts deze armzalige tegenwerping : « het voorloopige zal definitief worden ». Voorzeker neen, indien de partijen er zich niet mee vergenoegen. En waarom niet, indien de partijen er over voldaan zijn?

Aan degenen die, zoo rechts als links, tegen het voorstel zijn, antwoorden de heer de Kerchove en zijne vrienden slechts dit : Doet iets beters, wijzig ons voorstel, werkt het om, vervormt het ; de oplossing der quaestie is voor ons geene zaak van eigenliefde ; wij dringen slechts aan op de noodzakelykheid om aan dit zoo lang debat eene practische conclusie te geven.

BIJKOMEND VOORSTEL AANGEBODEN DOOR DE HEEREN DESMET DENAEYER, SCHOLLAERT, MELOT, ANCION, SCHAETZEN EN FRIS (1).

Dit voorstel gaat uit van beschouwingen van denzelfden aard als die van den heer de Kerchove. Uw verslaggever en zijne medeondertekenaars zien hoegenaamd niet af van hunne voorkeur voor het woningstelsel ; maar ze bekommeren zich om den toestand die uit de verwerping der verschillende voorstellen zou voortspuiten ; en vermits zij geen gansch nieuw regiem kunnen doen doorgaan, willen zij ten minste de bezwaren van het bestaande cijnssstelsel trachten te verminderen.

Die bezwaren zijn vooral 't gevolg van de ingewikkeldheid der cijnselementen en der talrijke gevallen van bedrog waartoe vooral een dier elementen, het patent, aanleiding geeft.

De achtbare heer Graux, in zijne laatste redevoering, heeft doen opmer-

(1) Bijkomend voorstel tot herziening van art. 47, n^o 149, LV (z. Bijlage B.)

ken dat een der bezwaren van den kiescijns hierin bestaat dat hij uit meervoudige elementen is samengesteld : het patent, de personeele belasting, de grondbelasting. Wij achten het onnoodig hier aan te dringen op het bedrog waartoe de versmelting dier verschillende elementen aanleiding geeft, vooral wanneer 't een zoo geringen cijns geldt als dien van 10 frank.

Ziehier, van den anderen kant, hoe wij ons aangaande het patent uitdrukten in 't verslag namens de Commissie over de herziening van artikel 47 :

« De *bewoning* en de *eigendom* ontleenen aan de rechtstreeksche belasting slechts twee harer grondslagen. Het patent, de derde grondslag, verdwijnt.

Dat is licht te begrijpen, vermits de grondslag der bewoning laag genoeg kan gesteld worden om het stemrecht te geven aan ieder familiehoofd hetwelk inderdaad belangstelling verdient, en dat de ambachten en beroepen die patent betalen, op weinige uitzonderingen na, door gezeten burgers worden uitgeoefend.

Het behoud van 't patent ware overigens onmogelijk, zelfs met het stelsel van den verminderden kiescijns. Wanneer de cijns betrekkelijk hoog is, wordt de bijeenvoeging der verschillende grondslagen gewettigd. Twee-en-veertig frank belasting, zelfs over die grondslagen verdeeld, vertegenwoordigen een zekeren welstand bij den man die ze betaalt. Maar wat beteekent een patent van enkele franken? Niets. Meermaals is 't zelfs een bewijs van bedrog.

De tabel E, die bij dit verslag is gevoegd, toont aan dat het patent, onder het regiem van den kiescijns aan 10 frank in de negen-en-twintig steden van den eersten, den tweeden en den derden rang het algemeen stemrecht der drankslijters zou bekrachtigen.

Wat lokaas voor de vermenigvuldiging der herbergen, welker getal wij allen nochtans willen verminderen! Men vergete inderdaad niet dat, zelfs in de steden, vele herbergen geopend worden in huizen die de personeele belasting in 't geheel of gedeeltelijk niet betalen.

In de gemeenten der drie laatste rangen zou de toestand al even slecht zijn; mits een patent van bierslijten van 4, 5 of 6 frank, zou iedereen eene personeele belasting onvoldoende om het kiesrecht te verschaffen tot 10 fr. kunnen aanvullen.

De achtbare heer Finet heeft zeer wel begrepen dat het niet mogelijk zou zijn de kiesbevoegdheid van een patent van enkele franken te doen afhangen. Ook vraagt hij, in zijn voorstel betrekkelijk de herziening van art. 47, welk voorstel den 1^{en} Februari laatstleden op het bureel van de senatoriale herzieningscommissie is neergelegd, slechts het kiesrecht te verleen aan burgers die ten minste 10 fr. rechtstreeksche belastingen aan den Staat betalen, *het patent niet inbegrepen.* »

Bovenstaande beschouwingen zijn voldoende om het doel aan te duiden der ondertekenaars van het bijkomend voorstel : wat zij willen, ten einde het cijnsstelsel te reinigen, is de scheiding der elementen waaruit de cijns

bestaat, de afschaffing van 't patent voor het kiesrecht en de toekenning van het kiesrecht aan den eigenaar zonder het bedrag der belasting mede te rekenen.

Men heeft tegen dat stelsel opgeworpen :

1^o De moeite die men hebben zou om de eerste kiezerslijsten op te maken;

2^o De onmogelijkheid om 't getal kiezers nauwkeurig te berekenen.

Beide verwijten zijn ongegrond.

Op de lijsten zullen gebracht worden, mits den ouderdom van 25 jaar te hebben bereikt :

1^o De bekwaamheidskiezers die het examen hebben ondergaan;

2^o De bekwaamheidskiezers van rechtswege, behalve zekere klassen die ten gevolge van den nieuwen tekst der Grondwet verdwijnen zouden;

3^o De burgers die fr. 4-90 aan grondbelasting betalen ($70 \times 0,07$);

4^o De burgers die de personeele belasting betalen;

5^o Zij die, schoon in huizen wonende welke de personeele belasting moeten betalen, door de wet van 9 Augustus 1889 van de betaling der belasting zijn vrijgesteld.

Al die elementen zijn gekend; ook zullen de lijsten worden opgemaakt met hetzelfde gemak als ware 't eenvoudig zake de tegenwoordige gemeentekiezers er op in te schrijven.

Wat het getal kiezers betreft, 't is gemakkelijk het te berekenen bij vergelijking met het woningstelsel of met het stelsel van den heer de Kerchove.

Bijlage I van 't verslag der Commissie tot herziening (zittijd 1892-1893, document n^o 113, XL1), toont aan dat de kiesrechtgevende *huizen*, volgens de cijfers der Commissie ten getale van 714,739 zijn, bij welke nog moeten gevoegd worden ten minste 20,000 *gedeelten van huizen* die ten principalen titel bewoond zijn (bijlage J van 't verslag bewijst dat 10,369 dier *gedeelten van huizen* de personeele belasting betalen in de arrondissementshoofdplaatsen); dus in 't geheel 734,739 huizen of gedeelten van huizen. Welnu, uit bijlage G van het tegenwoordig verslag blijkt dat de huizen of gedeelten van huizen die de personeele belasting betalen of die deze zouden te betalen hebben indien hunne bewoners door de wet van 9 Augustus niet van de belasting waren vrijgesteld, ten getale van 643,847, dus 88,892 minder dan 't getal volgens 't bewoningstelsel kiesrechtgevende huizen of gedeelten van huizen zijn. Die 88,892 huizen vertegenwoordigen 71,114 kiezers (z. bijlage C) die het bijkomend stelsel hetwelk wij onderzoeken minder geven zou.

Indien men, van den anderen kant, eene vergelijking wilde maken met de formule van den heer de Kerchove, zou de brief van den heer Minister van Financiën, in dato van den 8^a April 1893 (z. bijlage E), een bij benadering zeer nauwkeurigen grondslag van beoordeeling geven.

Inderdaad wij lezen in dien brief dat het getal belastingschuldigen die in 1891 aan rechtstreeksche belastingen ten voordeele van den Staat eene som hebben betaald van 10 fr. en meer, 641,555 beloopt. Van den anderen kant zijn er 788,132 burgers die 5 fr. en meer hebben betaald (146,577 + 641,555).

Van dat cijfer moet worden afgetrokken — vermits het voorstel 't patent afschaft — het getal schatplichtigen die noch personeele noch grondbelasting betalende, ten profijte van den Staat een patentrecht van 5 fr. en meer hadden te betalen.

Bijlage D bewijst dat de gepatenteerden van het mannelijk geslacht die meer dan 10 fr. te betalen hebben, 15,890, en de gepatenteerden die minder dan 10 fr. moeten betalen, 70,594 beloopten. Aannemende dat de helft van dit laatste de cijfer belastingen van 5 tot 10 fr. betreft, zouden wij 51,187 (15,890 + 35,297) patentplichtigen hebben, af te trekken van 't cijfer 788,132; blijft dus met 736,945 belastingschuldigen rekening te houden.

Welnu, bijlage G van 't verslag der commissie (Doc. n° 113) toont aan dat de gemeentelijke cijnskiezers, volgens de lijsten van 1890, 408,692 beliepen. Een eenvoudige regel van drieën bewijst dat, zoo 641,555 cijnsbetalenden 408,692 kiezers geven, 736,945 cijnsbetalenden er 469,241 zullen geven, dus 90,549 meer dan het stelsel van den heer de Kerchove.

Wel is waar houden de cijfers waarop wij ons steunen geene rekening met de schatplichtigen die bij de wet van 9 Augustus 1889 zijn ontslagen. Bijlage G bewijst dat 68,593 werklieden zich in dat geval bevinden (645,847 — 577,454), en alzoo, na aftrek van een vijfde, 54,715 kiezers geven in stede van de 17,169 kiesgerechtigde arbeiders volgens de formule van den heer de Kerchove.

Die 37,546 kiezers (54,715 — 17,169) moeten worden gevoegd bij de 60,549 reeds aangehaalde kiezers; het totaal, of 98,093, komt nauwkeurig overeen met het getal kiezers dat meer zou opgeleverd worden door de formule welke wij onderzoeken dan door die van den heer de Kerchove en andere leden.

Bijlage G van het tegenwoordig verslag, vergeleken met bijlage G van 't verslag der Commissie (Doc. n° 113), toont eindelijk aan dat de verlaging op 5 fr. van het cijfer der personeele belasting, verre van tegen het belang der steden te zijn, haar integendeel een betrekkelijk grooter getal kiezers geeft dan de cijns van 10 frank.

De voornaamste voordeelen der formule vatten wij te zamen als volgt:

1° Splitsing der verschillende elementen (grondbelasting, personeele belasting, patent) waaruit de cijns bestaat. Die vereenigde elementen begunstigen buitengewoon het maken van valsche kiezers:

2° Uitsluiting van het patent, dat ook door den achtbaren heer Finet wordt veroordeeld, en dat overigens een slechts onbeduidend getal kiezers geeft. Iedereen weet dat het patent heden de bron van de meeste kiesbetwistingen is;

3^o Het kiesrecht van den eigenaar onafhankelijk van 't bedrag der belasting gemaakt;

4^o Bepaling der personeele belasting op een minder bedrag dan de laagste aanslagen (er zijn schier geene personeele belastingen beneden 6 fr. 50 cent.), wat alle betwistingen aangaande vensters en deuren afschaft, het getal der betwistingen over de huurwaarde op het minimum vermindert en toelaat den grondslag der belasting te verbeteren zonder de samenstelling van het kiezerskorps noodzakelijk te storen.

Daar geen enkel lid der Commissie afstand heeft gedaan van zijne voorkeur aan de in eerste orde aangeboden voorstellen, is men het eens geweest om tot geene stemming over te gaan.

Onze rol bepaalt er zich dus bij de aandacht onzer achtbare medeleden op de bovenstaande beschouwingen in te roepen.

De Verslaggever,

P. DE SMET DE NAEYER.

De Voorzitter,

T. DE LANTSHEERE.

(8)

BIJLAGEN.



BIJLAGE A.

BIJKOMEND VOORSTEL
AANGEBODEN DOOR DEN HEER DE KERCHOVE DE DENTERGHEM.

ART. 47.

De Kamer van Volksvertegenwoordigers is samengesteld uit de afgevaardigden rechtstreeks verkozen door de kiezers die 25 jaar oud zijn en wien de kieswet het stemrecht toekent.

De bepalingen der wet die de voorwaarden van het stemrecht regelen, mogen aangenomen noch gewijzigd worden dan door de twee derden van de stemmen in elk der twee Kamers, de twee derden van de leden dier vergaderingen aanwezig zijnde.

Totdat er anders door de wet in voorzien worde, zullen het algemeen kiesrecht genieten alle burgers die 25 jaar oud zijn en de voorwaarden van verblijf en cijns of bekwaamheid vereenigen die thans vereischt worden om gemeentekiezer te zijn, of die het recht zouden hebben om op de lijsten der gemeentekiezers gebracht te zijn indien ze bij de wet van 9 Augustus 1889 van de persoonnele belasting niet ontslagen waren.

Bij afwijking van de bovenstaande bepalingen, worden de burgers die tegenwoordig op de gemeentelijke kiezerslijsten staan, van de hoogergemelde ouderdomsvoorwaarden ontslagen.

GRAAF DE KERCHOVE DE DENTERGHEM,
LÉON D'ANDRIMONT,
C. VAN MARCKE,
SAINTELETTE,
DE STUERS.

BIJLAGE B.

BIJKOMEND VOORSTEL AANGEBODEN DOOR DEN HEER DE SMET DE NAEYER.

ART. 47.

De afgevaardigden bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden rechtstreeks verkozen door de burgers die den vollen ouderdom van 25 jaar bereikt hebben en sedert ten minste één jaar hun wettig woonverblijf hebben in dezelfde gemeente, en wien de kieswet het stemrecht toekent.

Worden alleen toegelaten om deel uit te maken van het kiezerskorps :

1^o De eigenaars van onroerende goederen met een kadastraal inkomen van ten minste zeventig frank, — de eigendom of het gedeelte van den eigendom der vrouwen der minderjarige kinderen het familiehoofd aangerekend wordende;

2^o Zij die aan den Staat ten minste vijf frank belasting betalen, wegens personeele belasting, in principaal en opcentiemen, of die deze belasting zouden moeten kwijten indien ze, uithoofde van hun beroep, van die belasting niet ontslagen waren;

3^o Zij die, na hunne meerderjarigheid, met goed gevolg een examen ondergaan over de hoofdvakken van het lager onderwijs, behelzende ten minste het lezen, het schrijven en de eerste begrippen van de rekenkunde, van het stelsel van maten en gewichten, der aardrijkskunde van België en van 's lands instellingen

Zijn van dat examen ontslagen :

a) De houders, hetzij van een diploma van hooger of middelbaar onderwijs, hetzij van een wettig bekrachtigd getuigschrift vaststellende dat men eenen volledigen leergang van middelbaar onderwijs gevolgd heeft;

b) Zij die, uithoofde hunner bedieningen of ambtsbevoegdheden, verondersteld moeten worden hogere kundigheden te bezitten dan degene van het lager onderwijs, — volgens door de wet te bepalen regelen;

c) Zij die heden met goed gevolg het examen hebben afgelegd waarbij, krachtens de bestaande wetten, het kiesrecht voor provincie en gemeente wordt toegekend.

Er mag hoegenaamd geen onderscheid gemaakt worden tusschen de openbare of private inrichtingen van onderwijs.

P. DE SMET DE NAEYER,
P. SCHOLLAERT,
ERNEST MELOT,
A. ANCION,
Ridder OSC. SCHAEZTEN,
VICTOR FRIS.

BIJLAGE C.

—

Brussel, 7 april 1893.

Den Heer Voorzitter van de Commissie der Kamer van Volksvertegenwoordigers voor de grondwetsherziening.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik verneem dat, in de gisteren gehouden zitting van de Commissie der XXI, men den wensch heeft uitgedrukt het getal huizen te kennen welke, in het Rijk, zijn aangeslagen in de personeele belasting, en het getal patenthebbenden van 't mannelijk geslacht, belast voor meer dan 10 frank, die geene personeele belastingen betalen.

Ziehier de gevraagde inlichtingen :

I. 't Getal artikelen of aanslagen in de personeele belasting beloopt, voor het dienstjaar 1891, een cijfer van 580,632.

Dat cijfer behelst een zeker getal aanslagen welke enkel bepaald zijn voor werkhuizen magazijnen, enz , alsook voor dienstboden en paarden, doch ze zijn betrekkelijk zeer weinig talrijk. Daarentegen, om uit het aangeduid cijfer dit der kiezers af te leiden, dient men eene vermindering aan te nemen van ongeveer 20 t. h., wegens de minderjarigen, de vrouwen en degenen die sedert min dan drie jaar met belasting bezwaard zijn, enz.

II. Er zijn 15,890 patenthebbenden vande aangeduide klas en onder hen telt men 3,732 drankstijters.

Gelief, Mijnheer de Voorzitter, de betuiging mijner hoogachting te aanvaarden.

A. BEERNAERT.

—

BIJLAGE D.

Provinciën.	Getal mannelijke schatplichtigen die, geene personeele belasting betalende, in 1892 voor het gansche jaar werden aangestlagen voor het patentrecht, in hoofdsom en opcentiemen ten voordeele van den Staat.						Totaal
	voor min dan 10 frank.			voor meer dan 10 frank.			der kolommen 4 en 7.
	Drankslijters (bier en sterke dranken) inbegrepen herbergiers, hotelhouders, restaurateurs, enz., uit hoofde van die beroepen en van alle andere.	Alle andere patentschuldigen, uitgezonderd de vreemdelingen.	Totaal	Drankslijters (bier en sterke dranken) inbegrepen herbergiers, hotelhouders, restaurateurs, enz., uit hoofde van die beroepen en van alle andere.	Alle andere patentschuldigen, uitgezonderd de vreemdelingen.	Totaal	
			der kolommen 2 en 3.			der kolommen 5 en 6.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Antwerpen . . .	1,509	3,927	3,236	501	1,824	2,125	7,361
Brabant	5,627	5,405	11,030	571	2,341	2,912	15,942
West-Vlaanderen .	1,689	4,605	6,294	281	815	1,096	7,390
Oost-Vlaanderen .	4,357	6,613	10,970	1,009	1,476	2,485	15,455
Henegouws . . .	6,485	7,860	14,345	637	2,519	3,156	17,501
Luik	3,137	6,437	9,594	508	1,917	2,425	12,019
Limburg	1,488	1,726	3,214	62	282	344	5,558
Luxemburg . . .	1,570	2,051	3,621	111	299	410	4,051
Namen.	2,851	3,459	6,290	252	685	937	7,227
HET LAND. .	28,515	42,081	70,594	3,732	12,158	15,890	86,484

BIJLAGE E.

—

Brussel, 8 april 1893.

Den Heere de 'Smet de Naeyer, Verslaggever der Commissie tot herziening van de Grondwet, te Brussel.

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

In antwoord op Uwen brief van heden, heb ik de eer U te laten weten dat het getal schatplichtigen die, in de gemeente welke zij bewonen, volgens de rollen voor het dienstjaar 1891, betaald hebben aan rechtstreeksche belastingen (grondbelasting, personeele belasting en patent), ten voordeele van den Staat (hoofdsom en opcentiemen) :

1^o 5 frank tot 9 fr. 99 c.
en 2^o 10 frank en meer,
wederzijds bedraagt : 146,577 en 641,555.

Aanvaard, Mijnheer de Verslaggever, de betuiging mijner hoogachting.

De Minister van Financiën,
A. BEERNAERT.

BIJLAGE F.

—

Brussel, 8 april 1893.

*Den Heere de Smet de Naeyer, Verslaggever der Commissie tot herziening
van de Grondwet, te Brussel.*

MIJNHEER DE VERSLAGGEVER,

In antwoord op Uwen brief van heden, heb ik de eer U te melden dat volgens de algemeene volkstelling van 31 December 1890, de bevolking des rijks onder de verschillende klassen van gemeenten, door U opgegeven, verdeeld is als volgt :

Gemeenten van min dan 1,000 inwoners.	. . .	701,863 inwoners.
» van 1,000 tot 5,000	» . . .	2,472,764 »
» 5,000 tot 10,000	» . . .	798,258 »
» 10,000 tot 20,000	» . . .	573,687 »
» 20,000 tot 50,000	» . . .	293,115 »
» 50,000 tot 60,000	» . . .	533,095 »
» meer dan 60,000	» . . .	696,539 »

TE ZAMEN . . . 6,069,321 inwoners. -

Aanvaard, Mijnheer de Verslaggever, de betuiging mijner hoogachting.

*Voor den Minister van
Binnenlandsche Zaken en openbaar Onderwijs,
De Algemeene Bestuurder,*

H. LEEMANS.

BIJLAGE G.

Tabel aanduidende, voor de verschillende klassen van gemeenten, gerangschikt naar hare bevolking, het getal huizen of gedeelten van huizen aangeslagen voor de personeele belasting, de berekening gedaan zijnde per 1,000 inwoners.

1^o Dienstjaar 1889 (vóór de toepassing der wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen).

KLASSEN van GEMEENTEN (1).	BEVOLKING volgens de algemeene volkstelling op 31 D�cember 1890 (1).	Getal belaste huizen of gedeelten van huizen aangeslagen voor de personeele belasting (2).	Getal belaste huizen of gedeelten van huizen aangeslagen per 1,000 inwoners.
Beneden de 1,000 inwoners	701,865	62,726	89 ^s
Van 1,000 tot 5,000 —	2,472,764	248,556	100 ^s
Van 5,000 tot 10,000 —	798,258	94,245	118
Van 10,000 tot 20,000 —	575,687	70,251	122 ⁴
Van 20,000 tot 30,000 —	293,115	34,052	116 ⁴
Van 30,000 tot 60,000 —	555,095	62,557	117 ^s
Van meer dan 60,000 —	696,559	75,480	105 ⁴
HET RIJK. . . .	6,069,521	645,847	

2^o Dienstjaar 1890 (na de toepassing der wet van 9 Augustus 1889 op de werkmanswoningen).

Beneden de 1,000 inwoners.	701,865	60,022	85 ^s
Van 1,000 tot 5,000 —	2,472,764	227,512	92
Van 5,000 tot 10,000 —	798,258	77,609	97 ^s
Van 10,000 tot 20,000 —	575,687	57,005	99 ^s
Van 20,000 tot 30,000 —	293,115	28,702	97 ^o
Van 30,000 tot 60,000 —	555,095	55,660	104 ⁴
Van meer dan 60,000 —	696,559	70,944	101 ^o
HET RIJK. . . .	6,069,521	577,454	

(1) Zie bijlage F van dit verslag.

(2) Zie bijlage F van 't verslag gedaan uit naam der middenafdeeling (zittijd 1890-1891, Doc. n^o 261)

(Bijlage aan n^r 150.)

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Herziening van artikel 47 der Grondwet.

Bijlage aan 't verslag, uit naam der Commissie
door den heer de Smet de Naeyer uitgebracht over de bijkomende voorstellen
aangeboden door de heeren de Kerchove en de Smet de Naeyer.

ARRONDISSE- MENTEN.	Getal artikelen in de personeele belasting (1)			Verhouding ten honderd der artikelen		Hoofdplaatsen en voornaamste gemeenten.	
	der hoofdplaatsen en voornaamste gemeenten.	der andere gemeenten.	Totaal	der hoofdplaatsen en voornaamste gemeenten	der andere gemeenten.	Aanduiding.	Getal artikelen
Brussel (Dienstjaar 1889.)	47,277	26,500	73,577	64 60	36 40 (2)	Brussel	18,276
						Anderlecht	2,719
						Etterbeek	785
						Elsene	5,637
						Laken	2,220
						St-Jans-Molenbeek . .	4,209
						St-Gillis	4,184
						St-Joost-ten-Oode . .	3,115
Gent (Dienstjaar 1889.)	17,433	18,444	35,877	49 47	51 53	Schaarbeek	6,132
						Gent	14,509
						Ledeberg	1,284
						St-Amandsberg . . .	999
Antwerpen (Dienstjaar 1889.)	32,244	17,664	49,908	65 62	35 33	Gentbrugge	641
						Antwerpen	23,872
						Borgerhout	4,298
Luik (Dienstjaar 1889.)	19,935	22,168	42,103	47 ³ 46 ⁵	52 ⁷ 53 ⁴	Berchem	2,074
						Luik	15,924
						Ans	724
						Grivegnée	920
						Bressoux	424
						St-Nicolas	466
						Herstal	1,477

(1) Dit getal vertegenwoordigt op zeer nabijkomende wijze 't getal huizen en gedeelten van huizen voor 3 frank en meer in de personeele belasting aangeslagen.

(2) De cijfers in vette letter vertegenwoordigen de verhouding ten honderd van de cijnsbetalende gemeentekiezers.
(Verslag der Herzieningscommissie, Stuk n^r 113, bijlage G.)